



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

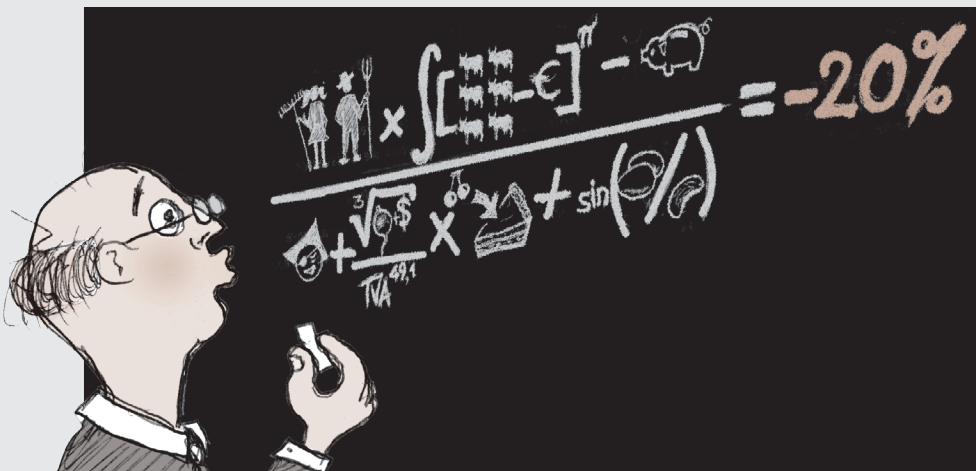
## Les statistiques ne rendent pas le monde meilleur.

Winston Churchill aurait dit : « Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai falsifiées moi-même ». Nous aimons tous citer des statistiques, des comparaisons ou des études pour prouver nos affirmations ou corroborer nos thèses.

En 2007, l'Office fédéral de la statistique a reproché à Agroscope, l'institut de recherche agricole de la confédération, de ne pas bien faire son travail. Agroscope devait développer une nouvelle méthode pour calculer la situation des revenus agricoles. Avant, on utilisait des exploitations « de référence » pour calculer le revenu moyen des paysannes et des paysans. Maintenant, on commence à se baser sur des échantillons aléatoires représentatifs, ce qui brosse un tableau très différent. Nous disposons des résultats de 2014 et – ô surprise ! – le revenu par travailleur est beaucoup plus bas que celui calculé jusqu'à présent. En fait, il se situe actuellement à 42'000 francs, soit 21 % inférieur à celui calculé avec l'ancienne méthode.

(BernerZeitung, 17.8.2016, traduction) « Les explications fournies sont les suivantes : Si les revenus sont généralement un peu plus bas, c'est essentiellement à cause des changements méthodologiques et comptables. Par contre, le deuxième facteur serait bien plus grave : le revenu du travail est partagé par un plus grand nombre d'unités de main d'œuvre familiale occupée à plein temps, soit par 1,43 unité au lieu de 1,22 unité. Logiquement, cela diminue fortement le revenu par unité de main d'œuvre. » Les revenus extra-agricoles ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Ce qui est correct.

On s'attendrait presque à des excuses pour ces nombreuses années de calculs injustes. Mais au contraire, certains scientifiques et économistes s'attaquent frontalement à l'agriculture en parlant d'efficacité et de rentabilité. Ils réclament haut et fort une remise en cause des paiements



directs aux exploitations non rentables. Afin de détourner l'attention des erreurs d'Agroscope, Markus Lips (responsable de l'unité Économie d'entreprise chez Agroscope) tient des propos spectaculaires cités par plusieurs journaux, dont la Berner Zeitung (traduction) : « Ces nouveaux chiffres soulèvent des questions difficiles. Comment peut-on soutenir les agriculteurs, afin qu'ils puissent améliorer leur efficacité ? Ou : Est-il moralement justifiable que l'État maintienne en vie des exploitations qui ne rapportent quasiment rien ? »

Quelle est la signification du mot « efficacité » dans la bouche d'un économiste ? C'est vite vu : les petites exploitations doivent enfin disparaître, afin que les grandes puissent devenir plus grandes, c'est-à-dire plus efficaces. La taille serait synonyme d'efficacité, ce qui est scientifiquement intenable. Le choix des mots est également intéressant : « moralement justifiable » ! La plupart des économistes n'utilisent le mot « moral » qu'à défaut d'arguments. Et que signifie le verbe « rapporter » dans ce contexte ?

Que rapporte une exploitation avec un revenu élevé et que rapporte une ferme avec un petit revenu ? Le revenu n'est pas le seul standard pour une agriculture durable, même s'il est important. Une fois de plus, on tente de nous diviser pour mieux régner. Mais il ne faut pas se laisser bernier, ni par des statistiques, ni par des paroles. Il vaut mieux essayer de comprendre le pourquoi de cette attaque : je suppose qu'il s'agit d'un coup tactique des forces néolibérales contre l'agriculture paysanne et pour les accords de libre-échange (TISA, CETA, TTIP, etc.)

D'ailleurs : selon le rapport sur la répartition de la richesse en Suisse (2014), le revenu brut moyen des ménages suisses s'élève à 9'565 francs par mois. Ça aussi, c'est une valeur purement statistique, la plupart des personnes en Suisse ne peuvent que rêver d'un tel revenu !

Ulrike Minkner  
Vice-présidente d'Uniterre



**Agroscope**

Quel avenir pour la recherche?

Page 2



**Viande**

analyse de C.-B. Bolay

Page 3



**TTIP/TiSA**

Manif 8 octobre

Pages 4-5



**FRACP**

Brunch estival à Monniati

Page 6

# Agroscope : quel avenir pour la recherche agricole en Suisse ?

**Le licenciement brutal de 24 cadres d'Agroscope au mois d'avril n'a été qu'une étape dans la réorganisation d'Agroscope. Selon M. Lehmann, directeur de l'OFAG ce processus ne pouvait pas se faire de manière 100 % démocratique, sinon il aurait essuyé des blocages depuis le début. Dans cette réorganisation la question de la prise de décision reste cependant essentielle. Est-ce que le Conseil de la recherche agricole par exemple, est plus qu'une simple chambre d'enregistrement et comment y garantir une représentativité plus grande ?**

Malheureusement, il faut craindre que le démantèlement de la recherche agricole en Suisse ne s'arrête pas là. Est-ce que cela est vraiment surprenant, sachant qu'Agroscope est dépendant de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), subordonné à son tour au Département de l'Economie, de la recherche et de la Formation ? Ce département semble plus préoccupé par certains intérêts à très court terme de la place financière suisse, des industries bâloises ou encore de Nestlé que de vouloir défendre et développer des outils au service de l'agriculture paysanne. Le fait que ce soit le contrôle fédéral des finances qui a exigé une réévaluation de la recherche agricole semble également peser dans les choix qui sont actuellement faits au niveau de la direction stratégique de la recherche agricole.

Tout le monde, y compris l'OFAG s'accorde à dire que les systèmes alimentaires ont des défis majeurs à relever. Parmi ceux-là on peut citer la réduction de l'impact climatique du système alimentaire, l'adaptation aux effets du changement climatique, la réduction de l'utilisation des pesticides et des antibiotiques et l'amélioration de la rentabilité des fermes en optimisant l'efficacité des ressources et en améliorant la création de plus-value au niveau de la production.

Il est évident qu'au niveau de la recherche cela nécessite des moyens et des efforts importants. Comment comprendre alors que la part allouée à la recherche publique agricole diminue et qu'Agroscope est soumis à une cure de réduction des moyens ? La recherche agricole, même élargie à l'ensemble du système alimentaire reste un parent pauvre de la recherche publique. Sur un budget de recherche global d'environ 4 milliards de Francs annuels dépensés par la Confédération approximativement 350 millions de Francs sont destinés à cette

recherche (y compris EPF, Université, HES et établissements de recherche). Agroscope pour sa part ne dispose actuellement que d'un budget de 181 million de Francs, mais des coupes annuelles supplémentaires de l'ordre de 7-8 millions sont programmées. La part du privé au financement des projets de recherches s'élève actuellement à 12%. Au vu des orientations stratégiques prises et des développements de ces dernières années, on peut raisonnablement supposer que la recherche fondamentale, l'investissement dans la technoscience, ainsi que la course aux publications dans des revues scientifiques supplanteront la recherche appliquée liée à la réalité agricole.

Agroscope a une riche histoire de contribution à la production agricole suisse et à l'avancement et à la diffusion de connaissances agronomiques. Tant au niveau des contrôles sanitaires et de qualité, que de la sélection végétale elle a eu des succès qui ont fait sa renommée. (Sélection céréalière et fourragère, l'obtention de nouveaux cépages destinés à la viticulture, de variétés de fruits ou de légumes). Malheureusement des pans entiers au niveau de la recherche variétale (p.ex. culture fruitière ou maraîchère) ont déjà été abandonnés. Malgré cela un nombre important de recherches dans de nombreux domaines sont toujours effectuées. Récemment cependant une série de projets controversés noircissent ce tableau. Nous en citerons quelques-uns : le traitement erroné des données comptables dans le calcul de revenu agricole ; l'étude d'impact environnemental de la viande produite au pâturage qui serait plus élevé que l'engraissement à la crèche, étude mandatée par Micarna ; l'accompagnement scientifique de la nouvelle politique agricole 14-17 (découplage production et paiements directs, séparation entre production alimentaire et « production d'écologie »,

critères de définition UMOS), les études sur la coexistence avec des organismes génétiquement modifiés (PNR 59).

La mise en place du site protégé de Reckenholz mériterait un chapitre complet tant ce site est une absurdité dans un pays dont la population et l'agriculture sont opposés à l'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans leurs champs et leurs assiettes. Il semble évident que les moyens y sont très mal placés et que cet entêtement à imposer une technique qui dépossède les paysans et les populations des semences est malvenu et met en cause la neutralité scientifique. Actuellement les expériences de modifications génétiques y sont menées sur pommes (résistance au feu bactérien), sur blé (résistance à la rouille du blé et modification d'une protéine augmentant l'absorption de saccharose) et sur patates (résistance au mildiou).

D'une manière plus générale la question de la recherche se pose dans son lien à un système de production. Le développement de l'agriculture paysanne, de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie suppose un fonctionnement plus démocratique au niveau de la recherche. Dans ce contexte, les déclarations de M. Lehmann sont particulièrement mal à propos. Il existe en effet un lien direct entre les connaissances produites par la science agronomique et l'agriculture industrielle. La philosophie implicite est que l'homme peut et doit dominer une nature, dont il ne se sent plus partie prenante. Cette croyance prétend que la science peut tout reconstituer artificiellement ce qu'elle détruit, comme la fertilité des sols, trouver de nouvelles molécules quand les anciennes perdent de leur efficacité, modifier l'ADN des plantes pour leur faire produire un insecticide. En fait, ces recherches ne sont utiles que parce qu'elles répondent aux finalités de l'agriculture industrielle. En effet, dans la majeure partie des cas l'agriculture paysanne a ses propres réponses aux difficultés rencontrées dans la pratique.

La fameuse affaire du purin d'orties interdit en France est à cet égard emblématique. La biopiraterie est un vol de matière première biologique, de ressources génétiques, mais aussi des connaissances liées à l'usage de ces ressources. La dérégulation économique orchestrée par les Etats et les grandes compagnies multinationales est basée sur les principes suivants : le savoir traditionnel est une affaire commerciale puisqu'il a une valeur économique ; il relève du domaine privé et puisqu'il y a des propriétaires, il peut et doit donc être

régi par le droit de propriété intellectuelle.

Une remise en cause fondamentale des priorités et des démarches de la science conventionnelle sont nécessaires. Il faut un changement de paradigme dans les systèmes de connaissance, tant en terme de contenu, que de formation et de transmission. La reconnaissance des savoirs traditionnels en tant que savoirs scientifiques à part entière permettrait non seulement d'enrichir nos connaissances en les faisant reposer sur des assises plus larges, mais aussi d'interroger les fondements et les pratiques scientifiques dominantes. A cette condition, les connaissances scientifiques modernes sont utiles. Les agronomes et les techniciens agricoles qui travaillent dans le cadre de l'agroécologie pour des systèmes alimentaires durables avancent pas à pas, de concert avec les paysans. Pour cela il faut une démocratisation de la recherche et un dialogue respectueux entre les scientifiques et les paysans.

Les seules solutions technologiques sont insuffisantes car la science est un processus participatif, dans lequel les paysans et les citoyens occupent une place centrale. Au lieu d'être les bénéficiaires passifs des « retombées » du développement ou du transfert des technologies, les producteurs d'aliments et les citoyens décident. Ces stratégies comprennent l'adoption de pratiques de production alimentaire permettant de refroidir la planète et de nous aider à nous adapter au changement climatique, le développement de formes participatives pour le partage des connaissances et le développement des réseaux d'expérimentation entre paysans, la reconnaissance du rôle central des femmes dans l'agroécologie, les initiatives pour rendre les régions rurales attractives pour les jeunes, le renforcement des organisations de producteurs et des économies locales, la construction d'alliances et le combat pour des politiques spécifiques permettant une production et une consommation agroécologiques.

Un monde avec suffisamment de nourriture saine pour tous, produite par des personnes en bonne santé dans un environnement sain. Les personnes deviennent des acteurs grâce à un ancrage local et à un encouragement ciblé de la responsabilité individuelle. Ainsi en nous aidant à nous aider, on élabore et réalise ensemble des débuts de solution en direction d'un système alimentaire durable. A tout cela la recherche agricole peut apporter sa part.

Rudi Berli





# Marché de la viande : analyse de Charles-Bernard Bolay, éleveur

« Retenez au maximum la vente de vos bêtes, les prix sont très bas... » voici le contenu d'un SMS que de nombreux paysans ont reçu cet été. Uniterre l'a aussi diffusé. Pour Charles-Bernard Bolay, Président d'Uniterre, cette situation de crise aurait pu être moins grave avec un meilleur échelonnement des ventes durant l'été et une meilleure gestion des troupeaux en estivage. Interview :

**Les prix du marché se sont effondrés, quelles en sont les raisons ?**

Ce n'est pas nouveau, le prix de la viande de bovin fluctue avec les saisons. Au printemps, les vaches montent à l'alpage, le prix d'achat des animaux de boucherie augmente, car l'offre est plus faible et la consommation augmente. En fin de saison d'alpage, les vaches redescendent en plaine et de nombreux producteurs souhaitent vendre leurs vaches pour la boucherie. Il y a alors trop d'offre par rapport à une consommation en baisse. Cet été, la demande en été a été forte, et les producteurs n'ont sans doute pas pu subvenir aux demandes. McDonald's en a profité pour importer de la viande autrichienne. Je ne soutiens pas McDo et sa philosophie de l'alimentation rapide, mais ce type de restauration à ses contraintes et notamment des flux de viande importants. Ces restaurants ne peuvent se permettre une rupture d'approvisionnement. Un paysan qui a choisi de commercialiser sa viande pour une telle filière doit le savoir et s'organiser en conséquence...ou alors il choisit d'autres formes de commercialisation.

**Qu'entendez-vous pas « s'organiser différemment » ?**

Il n'est pas forcément indispensable de monter tout son troupeau à l'alpage. Si l'on sait quelles seront les vaches qui seront abattues cette saison, autant les garder en plaine et les vendre quand les prix sont bons au printemps. En faisant un rapide calcul, on se rend compte que le rapport économique est bien meilleur si on abat une vache laitière quand le prix de la viande est élevé plutôt que quand il est bas, à la désalpe. La plus-value du lait ne compense de loin

pas la perte de la valeur de la viande. De plus, une vache abattue avant de monter à l'alpage ne participe pas à la surproduction de lait en automne et ne coûte plus en frais d'alpage. De plus, il est également possible, techniquement, de gérer au mieux le troupeau alpin sans pour autant perdre les soutiens de la Confédération.

**C'est-à-dire ?**

Chaque alpage a un quota de « pâquier normal » (PN). Un pâquier normal correspond à une charge moyenne d'une unité gros bétail (UGB) pendant 100 jours. Par exemple, celui où je fais paître mes bêtes en a 89. Pour toucher la totalité des soutiens de la Confédération, la charge de l'alpage doit se situer entre 70 et 110% du quota PN, en fin de saison. Pour y arriver, il est donc possible de jouer sur le nombre de bêtes et le nombre de jours. Si j'ai moins d'UGB, je peux les laisser plus longtemps et inversement. Aujourd'hui, la charge en PN d'un alpage est analysée en direct via la banque de données sur le trafic des animaux (BDTA). Chaque animal alpin est entré dans le système. En se loguant sur le site, il est donc possible de connaître en permanence la charge de l'alpage. Il est donc possible d'adapter les jours d'alpage et le nombre d'UGB pour être dans le quota. Il est donc aussi possible, avec un peu d'anticipation et d'observation du marché, de vendre des bêtes durant la saison à un prix correct. Les alpages qui font du fromage ont aussi un quota de pâquier en plus du quota de fromage. Le fonctionnement est semblable. Il est donc possible de gérer les troupeaux et d'échelonner les ventes des vaches de réforme.



**À vous écouter, il semble qu'il est possible de mieux faire ?**

Oui, je le pense. Il faut juste être un peu attentif au marché, observer et prendre la décision au bon moment. Savoir produire ne suffit plus, il faut pouvoir vendre pour s'en sortir. C'est une des raisons pour laquelle je fais de la vente directe depuis très longtemps.

Les fluctuations de prix dans la filière porc sont encore plus incompréhensibles pour moi. Je pense qu'elles sont voulues par les quelques gros acteurs de la filière. Ce n'est pas possible autrement. Ils connaissent depuis longtemps les piques de production et de consommation et les quantités commercialisées. La filière est tellement intégrée qu'ils ont, me semble-t-il, tous les chiffres importants en main (nombre et période d'insémination, nombre de porcs en temps réel, jours d'accroissement, etc.) pour pouvoir organiser différemment le marché et maintenir les prix, mais ils ne le font pas. Ils sont donc clairement contre le fait que le paysan puisse s'en sortir convenablement. C'est une stratégie qui n'est pas nouvelle en soi. Le problème survient quand ces mêmes gros acteurs sont des coopératives agricoles. Sur le site Internet d'Anicom (groupe Fenaco), on peut y lire les choses suivantes « Anicom est l'organisation de commercialisation des agriculteurs suisses... », puis concernant les porcs « Anicom réalise ensemble avec le producteur des programmes de production et une planification des quantités satisfaisant les exigences ». On n'y trouve aucun objectif de prix ni même de plus-value et aucune défi-

inition de ce que sont ces exigences. Elles n'ont sans doute pas été définies par les producteurs eux-mêmes. Pour une coopérative agricole active dans le commerce, c'est un comble !

**Partant de ce constat plutôt sombre, comment agir ?**

Je pense que d'être réellement dans le commerce permet de se faire une idée des prix et des marges faites sur chaque kilo de viande. Pratiquer la vente directe à chaque fois que c'est possible permet de se faire une idée des réalités.

Ensuite je pense qu'il est urgent de remettre en question le fonctionnement de nos propres coopératives agricoles. Il ne s'agit pas de les détruire, mais d'y être plus actifs et d'y augmenter nos exigences. Nos directeurs doivent connaître nos objectifs, ceux des paysans. Cela veut dire que nos représentants paysans dans les conseils d'administration doivent aussi sentir la pression de la base. Ils ont été élus par les paysans, ils doivent en retour leur rendre des comptes. C'est la moindre des choses.

L'article 5 de l'initiative pour la souveraineté alimentaire est aussi très important. Il améliorerait très clairement la position et les revendications des familles paysannes sur le marché. C'est un article clef pour l'avenir de la profession. Il est donc très important de soutenir cette initiative et de s'engager pour la mener à son terme, à savoir l'acceptation par le peuple.

*Propos recueillis par  
Nicolas Bezençon*

**Article 5 de l'initiative  
« Pour la souveraineté alimentaire.  
L'agriculture nous concerne  
toutes et tous. »**

5. Elle [La Confédération] assume notamment les tâches suivantes:

- elle soutient la création d'organisations paysannes qui visent à assurer l'adéquation entre l'offre des paysans et les besoins de la population;
- elle garantit la transparence sur le marché et favorise la détermination de prix équitables dans chaque filière;
- elle renforce les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs ainsi que les structures de transformation, de stockage et de commercialisation régionales.



**www.souverainete-  
alimentaire.ch**

### Qu'est-ce que le TTIP ?

Le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement TTIP entre l'UE et les États-Unis vise principalement une chose : laisser le champ libre aux multinationales. La Suisse ne peut pas participer aux négociations, mais elle peut rejoindre l'accord en tant qu'État tiers. Le SECO a déjà entamé les pourparlers dans ce sens. L'aboutissement de ce partenariat créerait la plus grande zone de libre-échange dans le monde (TAFTA). Traditionnellement, les accords de libre-échange servent à réduire les barrières commerciales telles que les taxes douanières. Toutefois, il ne reste plus beaucoup d'obstacles de ce genre entre les États-Unis et l'UE : les taxes douanières sont déjà extrêmement basses. Ainsi, les négociations TTIP se concentrent sur les « barrières non tarifaires » (normes, directives d'emballage, restrictions d'admission et d'importation).

Et ce n'est pas tout : le TTIP prévoit d'harmoniser les législations de part et d'autre de l'Atlantique. Non seulement en ce qui concerne les produits alimentaires et industriels, mais aussi dans les domaines du droit du travail, de la santé, de la protection des données ou de l'environnement et du climat, les multinationales obtiendraient des droits très élargis d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de tout État dont la politique nuirait à leurs profits à venir. De tels accords de protection des investissements existent déjà. Ils confèrent un droit aux multinationales – mais pas aux États – d'intenter des actions (judiciaires). Par conséquent, les pays hésitent à introduire certaines lois de crainte de se retrouver coincés dans des procédures sans fin.

Par exemple, si un parlement décidait l'introduction d'un salaire minimum ou d'une norme en matière d'environnement qui limiterait les perspectives de gain d'un investisseur, l'État en question devrait alors restituer le manque à gagner à ce dernier. Le risque entrepreneurial serait reporté sur la société civile, à l'image de ce qu'ont fait les banques durant la dernière crise financière. Parmi les 185 plaintes pendantes, il y a par exemple celle du groupe suédois Vattenfall contre l'Allemagne (raison : sortie du nucléaire et désaffectation de deux centrales nucléaires) à hauteur de quatre milliards d'Euros. Un autre exemple : l'entreprise américaine Lone Pipe a porté plainte contre le Canada. Elle réclame 250 millions de Dollars US de manque à gagner causé par un moratoire sur le « fracking » entrée en vigueur au Québec.

Sources : *Wochenzeitung et Lore Wallach*  
traduction : *Stefanie Schenk*

### Qu'est-ce que TiSA ?

TiSA, c'est l'acronyme de « Trade in Services Agreement » ou « Accord sur le commerce des services » en français. Outre la Suisse, les États-Unis et l'UE, 22 pays sont associés aux négociations. Lancées début 2012, ces négociations devraient déjà aboutir cette année, vu que les pourparlers se passent maintenant au niveau ministériel. La Suisse joue un rôle très actif dans ces négociations et le SECO soumet des contributions au sein du groupe des « Really Good Friends ». L'aspect problématique de TiSA est principalement la libéralisation de divers domaines du Service public (hôpitaux, chemin de fer, éducation, énergie, théâtre, etc.), c'est-à-dire de ce dont nous avons besoin au quotidien. Aucune entreprise d'État ne serait exclue. Cependant, le SECO refuse de publier son mandat et le public est tenu dans l'ignorance, tandis que l'économie privée est impliquée. Il est prévu de transformer tous les services en produits commerciaux sur un marché international. Les cantons seraient obligés d'accepter des hôpitaux privés internationaux sur leurs listes des hôpitaux. Et nous pourrions être contraints par nos caisses maladies d'accepter l'offre la moins chère pour un traitement (même si c'est à l'étranger). Cette libéralisation du commerce des services restreint la marge de manœuvre politique d'une nation. TiSA pourrait, par exemple, complètement annihiler tous les efforts de (re)municipalisation des services. Et, une fois les négociations closes, le rôle de notre Parlement se bornera à accepter ou refuser ces accords.

Source : *Wochenzeitung WOZ*,  
traduction : *Stefanie Schenk*

# STOP TTIP/TISA!



## TTIP serait un coup dur pour

Depuis la divulgation en 2013 des négociations autour du TTIP (Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement) et le regroupement *TTIP unfairhandels* Allemagne, cette opposition aux traités est un des mouvements citoyens et de citoyennes et de citoyens ont manifesté dans 7 villes d'Allemagne.

Les paysannes et paysans en Suisse seront les « plus durement touchés » par les conséquences d'une ouverture illimitée au libre marché. Selon une étude<sup>[1]</sup> de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), le prix du blé chuterait de 44 %, celui de la viande de porc de 42 %, de la viande de bœuf de 27 % et de la volaille de 29 %. Toutefois, ces pertes de la valeur ajoutée seraient partiellement compensées par des fourrages moins chers. En agriculture, la perte de bien-être s'élèverait à 587 millions de francs. Avec 53'232 exploitations agricoles en Suisse, la perte moyenne s'élèverait donc à 11'027 francs par année et par exploitation agricole. Pourtant, les représentants de l'industrie fromagère et laitière, l'Union Suisse des Paysans ainsi que Bio Suisse espèrent des effets positifs sur les exportations en cas d'une adhésion de la Suisse au TTIP, tout en affichant un optimisme prudent.

### Interview avec Georg Janssen (directeur général de l'AbL)

En tant que représentant des intérêts paysans, pourquoi pensez-vous que nous devrions lutter contre TTIP et CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) ?

**Georg Janssen :** Du point de vue paysan, ces accords de libre-échange soulèvent la question du pouvoir, de qui décidera à l'avenir de nos ressources fondamentales : la société civile ou les multinationales de l'agrobusiness. TTIP et CETA prévoient l'élimination progressive des droits de douane, cela signifie par exemple

Uniterre et l'Initiative pour la souveraineté alimentaire mobilisent avec une large alliance pour une grande manifestation contre TTIP/TISA & CO. le samedi, 8 octobre 2016 à 15h sur la Place fédérale à Berne.

l'arrivée de lait et de viande supplémentaire sur un marché européen déjà noyé par les surplus. S'ensuivrait forcément un effondrement massif des prix. Les paysannes et paysans deviendraient des fournisseurs de matières premières remplaçables par n'importe quel autre producteur dans le monde. Par ailleurs, la pression sur les petites exploitations augmenterait partout.

En Europe, nous suivons traditionnellement le « principe de précaution » et il nous faut le défendre, sinon, nous risquons une normalisation des standards de production, par exemple, l'ouverture aux manipulations génétiques (OGM) dans nos champs et nos étables, comme l'exigent les négociateurs états-unis.

Quelles réussites votre mouvement a-t-il connues en Allemagne et en Europe ?

**Georg Janssen :** Il y a trois ans, lors de la fondation du mouvement, notre objectif minimal était d'informer le grand public sur TTIP et CETA. Il est inadmissible qu'on veuille conclure des accords d'une telle importance derrière des



# La souveraineté alimentaire au lieu du libre-échange



## ur le monde paysan

transatlantique de commerce et d'investissement), la *Arbeitsgemeinschaft* jouent un rôle prépondérant dans le mouvement de protestation. En actuels les plus puissants. Le 17 septembre 2016, des centaines de milliers

portes closes et dans le plus grand secret, loin des regards de la société civile. Grâce à une campagne d'information de grande envergure en Europe et notamment en Allemagne, nous avons réussi à mettre TTIP et CETA à l'ordre du jour politique. Des centaines de milliers de personnes vont manifester pour un commerce mondial équitable et pour un arrêt de TTIP et CETA. Les principes fédérateurs à la base de ce mouvement de protestation, sont la démocratie au lieu de la puissance des multinationales, et la lutte pour une Europe des régions.

**Quelle est l'influence du mouvement sur les revendications d'AbL? Concernant la perception du public et le flux d'informations vers les paysannes et les paysans (à l'interne d'AbL et dans tout le secteur agricole)?**

**Georg Janssen :** Depuis trois ans, l'AbL organise des rencontres informatives dans les régions rurales en coopération avec d'autres organisations critiques. Lors de manifestations et d'actions en lien avec l'actuelle crise laitière catastrophique, le sujet des accords de libre-échange est régulièrement abordé. L'AbL demande une offensive de qualité, au lieu du dumping à l'exportation de produits agricoles. La position claire de l'AbL contre ces accords de libre-échange nous différencie nettement de l'attitude versatile des organisations paysannes européennes (COPA) et de l'influence massive exercée par l'agroindustrie pour obtenir des accords favorables aux groupes industriels. Dans un sondage réalisé en 2016 par le plus grand magazine d'Allemagne, plus de 70% des collègues agricoles soutenaient notre position.

**Quelles sont les chances de renverser le TTIP? Et que se passera-t-il s'il est adopté?**

**Georg Janssen :** Notre mouvement met en garde contre le risque de faire comme si le TTIP était mort, comme le font certains politiciens de renom en ce moment, juste pour casser la dynamique du mouvement protestataire et faire avancer les accords CETA. Au plus tard après les élections présidentielles des États-Unis, TTIP sera de nouveau à l'ordre du jour. C'est pourquoi il est si important qu'on évite une mise en vigueur à titre provisoire des accords CETA qui, par leur politique favorable à l'industrie, préparent le terrain aux accords TTIP. Ne lâchons pas la pression!

*Propos recueillis par Mathias Stalder traduction : Stefanie Schenk*

[i] Traduction : communauté de travail pour l'agriculture paysanne

[ii] Jeu de mots avec unfair = injuste et unverhandelbar = non négociable

[iii] L'étude « *Auswirkungen einer breiten Marköffnung auf die schweizerische Landwirtschaft und Ernährungswirtschaft* » à l'attention de la CISA (Communauté d'intérêts pour le secteur agroalimentaire), avec ses 222 pages, est disponible sur le site [www.igas-cisa.ch](http://www.igas-cisa.ch) (en allemand, résumés et communiqués également en français). Parmi les membres de la CISA, on trouve aussi IP Suisse, Bio Suisse, Suisseporcs et Vache Mère Suisse.

Informations complémentaires : [www.ttip-unfairhandelbar.de](http://www.ttip-unfairhandelbar.de)

## TPP ET SEMENCES

# Échanger et conserver ses semences, un crime ?

Loin des regards, dans la plus complète opacité, des méga-accords commerciaux poursuivent la privatisation des semences du monde et de la biodiversité. Comment expliquer qu'en notre nom, sans que cela n'émeuve grand-monde, le bien commun de l'humanité soit bradé aux géants de l'industrie des semences et des biotechnologies ; et ce, au détriment des droits les plus élémentaires de celles et ceux qui nourrissent l'humanité en améliorant et en transmettant ces semences depuis la nuit des temps ?

Le nouveau rapport de GRAIN, publié au cœur de l'été, fait froid dans le dos, malgré la canicule. L'organisation internationale, basée à Barcelone, y décrit comment les semences paysannes sont criminalisées ; et leur vol, organisé par les multinationales, légalisé grâce à des accords commerciaux dont les principaux bénéficiaires sont les géants de l'agrochimie, tels que Monsanto, Syngenta, Dow, Pioneer. Cette batterie d'accords, de conventions, de lois, visant à légitimer le véritable hold-up de sociétés privées sur le bien commun de l'humanité, sont négociés dans un total manque de transparence, au nez et à la barbe des citoyens que nous sommes.

Nous serions en tout cas bien inspirés de nous préoccuper davantage du monde qui est en train de se mettre en place, et vise à rendre illégal, pour les agriculteurs, le simple fait de conserver, échanger ou modifier des semences déclarées « protégées ». Ce qui relève d'une terrible injustice puisque, selon GRAIN, « les entreprises prennent les semences dans les champs des agriculteurs, les bicolent un peu et revendiquent ensuite des droits de propriété sur ces 'nouvelles' variétés ». L'Union européenne, les États-Unis, le Japon, l'Australie, qui abritent la plupart des grands semenciers, exercent d'ailleurs une forte pression dans ce sens sur leurs partenaires commerciaux.

Actuellement, l'une des menaces les plus importantes pour la maîtrise des petits agriculteurs sur leurs semences est le Partenariat transpacifique (TPP), qui regroupe les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la Malaisie, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Cet accord permet notamment aux investisseurs étrangers de poursuivre des gouvernements devant des tribunaux internationaux si ces gouvernements mettent en place des réglementations, y compris semencières, qui désavantageraient les intérêts de leurs entreprises.

Signé en février 2016, les pays membres du TPP sont désormais tenus de modifier leurs lois sur les semences avec, à la clé, une possibilité réduite pour les agriculteurs de conserver leurs graines ; et encore davantage la possibilité, pour les entreprises, de faire valoir des normes de propriété intellectuelle. Parmi les pays qui l'ont signé, figure la Malaisie, où des organisations telles que l'Association des consommateurs de Penang font pression sur le gouvernement pour qu'il protège les droits des agriculteurs à reproduire les semences, au lieu de les racheter chaque année au prix fort à des multinationales. Au Chili, les mouvements sociaux se battent également contre la poursuite de la privatisation des semences prévue dans le cadre du TPP. Au cours de ces dernières années, des étudiants, des agriculteurs et des consommateurs ont réussi à empêcher le Sénat d'adopter ce qu'ils appellent une « loi Monsanto », qui obligerait le Chili à adhérer à l'UPOV 1991 (Union internationale pour la protection des obtentions végétales). Cette organisation intergouvernementale, dont le siège se trouve à Genève, interdit l'échange de semences « protégées » entre agriculteurs, et en limite fortement la reproduction.

Le fait de favoriser les intérêts des multinationales agrochimiques au lieu des systèmes semenciers locaux se traduit également par une forte augmentation du prix des semences, avec des conséquences désastreuses pour les agriculteurs. Selon BioThai, une organisation de la société civile thaïlandaise citée par GRAIN, ainsi que le Conseil national des agriculteurs de ce pays, le prix des semences en Thaïlande pourrait augmenter de 60 à 100% en cas d'une adhésion à l'UPOV.

*Catherine Morand, journaliste, SWISSAID - chronique parue dans Le Courrier du 31 août 2016*

la ligne nature

**Metabol**  
BOLUS naturel après-vélage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**  
en cas de cellules  
somatiques

**LGC SA**

**ONLINE SHOP** 1627 Vaulruz  
[www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch) 026 913 79 84

## AGRICULTURE CONTRACTUELLE

# Brunch estival à Monniati : développons les filières alternatives

**Au menu : bière genevoise, merguez maison et débat sur les filières alternatives à la grande distribution. C'est la carte attrayante que proposait la Fédération Romande de l'Agriculture Contractuelle de Proximité pour son brunch annuel estival. Une occasion de se rencontrer, d'échanger et de construire l'agriculture citoyenne de demain.**

Se rendre sur la ferme du Monniati, pour une personne qui n'est pas « de la Rive gauche », n'est pas chose totalement aisée. Traverser Genève, son pont du Mont-Blanc, en voiture ou en transports publics est une expérience que l'on accepte sur la route des vacances... mais dans le cadre du travail, c'est une autre histoire. Heureusement, le brunch s'est déroulé un dimanche, en fin de matinée. Les routes n'étaient pas engorgées. Mais l'éloignement en a retenu plus d'un, tout de même.

C'est donc au 111 Rte de Monniatz, sur la commune de Jussy, à quelques encablures de France, que Grégoire Stocki et Quentin Tanner, des cousins, nous ont accueillis sur leur ferme.

## « Heureusement, personne n'a vendu la ferme »

Cela fait maintenant 4 ans que Grégoire et Quentin ont repris la ferme. Elle était la propriété du grand-père de Grégoire. Il y a donc eu un saut de génération et fort heureusement la propriété n'a pas été vendue dans l'intervalle. Leur stratégie d'entreprise était claire dès le départ. La commercialisation directe de viande d'agneaux et de légumes bio via une structure d'agriculture contractuelle de proximité (ACP). Coachés par d'autres structures d'ACP genevoises, ils ont pu

rapidement se lancer dans la production puis dans la commercialisation.

## Toute la production est commercialisée localement

Au début rien n'était facile. Il fallait à la fois apprendre à produire des légumes sur ce terrain, construire des tunnels et démarquer l'élevage de Brun-noir du pays ; le tout en respectant le cahier des charges bio. A côté de cela, il fallait encore trouver des mangeurs qui acceptaient le contrat annuel pour les légumes.

Très vite, un groupe de membres sous contrat s'est formé autour du projet. Les deux demi-journées de travail prévues ont permis au projet de se développer rapidement. « Une véritable aide » souligne Quentin. Aujourd'hui, la ferme livre chaque semaine une centaine de paniers de légumes, entre la mi-avril et Noël. 40% sont livrés en ville, 40% dans la campagne proche et une vingtaine de paniers sont pris directement à la ferme. Environ 25% des personnes prennent en plus de la viande d'agneaux. Cette part contractualisée ne suffit pas à commercialiser la cinquantaine d'agneaux d'hiver et la quinzaine d'agneaux d'été produits par les 35 brebis... et le bélier. La vente directe permet de commercialiser le reste. Bien souvent l'offre ne couvre pas la demande et les agneaux sont réservés

avant même d'être élevés. Les animaux sont abattus et découpés à Meinier puis stockés en chambre froide à la ferme.

A côté des légumes et du menu bétail, la ferme produit de l'épeautre, des pois chiches, de l'orge, du blé, du tournesol, des prairies et du sainfoin, utilisé pour vermifuger les moutons. Le blé est commercialisé en vrac pour le label Genève Région - Terre Avenir, le tournesol est pressé à Jussy par l'association Cartagène et vendu en bouteille à la ferme. L'épeautre est vendu à l'ACPL Affaire TourneRêve et les pois-chiches sont vendus en directe également. Le tout est produit sur les 15 ha de la ferme. Cette année, l'asperge est venue compléter l'assortiment des légumes.

## Ne pas être seul, une des clefs du succès

Seul, Grégoire n'aurait sans doute pas repris la ferme de son grand-père. En tout cas pas sous cette forme. Le fait d'être deux et d'avoir été coachés par d'autres membres de la FRACP ont permis de développer l'entreprise rapidement. « On n'en parle jamais assez mais



le réseau professionnel est aussi important dans la commercialisation locale, surtout pour éviter de faire des erreurs. C'est une des forces de la Fédération » a relevé Grégoire durant son exposé. « Le développement de la vente directe à Genève depuis de nombreuses années a aussi permis le développement de toute une infrastructure locale de transformation et de commercialisation de produits dont nous profitons aujourd'hui. C'est une véritable force pour cette agriculture aux portes de la Ville. » a renchéri son cousin.

Nicolas Bezençon

<http://lafermedumonniati.ch> (ACP Monniati)  
<http://spp-vergers.ch> (association de soutien au SPP)  
<http://www.cooperative-equilibre.ch/projets/les-vergers> (Coopérative Equilibre)  
<http://www.carthagene.ch> (Pressoir et vente directe à Genève)

## Vers un supermarché paysan ?

**Un groupe de travail se penche sur la réalisation d'un supermarché participatif paysan (SPP) dans un nouveau quartier de 500 appartements dans l'écoquartier des Vergers à Meyrin. Reto Cadotsch, l'un des instigateurs du projet, était au brunch. L'occasion de lui poser quelques questions.**

### Comment ce magasin va-t-il fonctionner ?

Nous n'allons pas reconstituer une Coop ou une Migros. L'idée est de créer ce magasin au centre du nouveau quartier. Il aura un statut de coopérative, dont les parts seront détenues par des paysans et les habitants du quartier. Nous voulons réellement développer une gestion participative et de véritables discussions entre habitants et paysans sur ce qui doit se trouver ou pas sur les rayons et à quels prix. Pour les produits frais et transformés, des espaces seront attribués à un boucher, à un boulanger et à un laitier.

### Vous allez devoir investir, comment comptez-vous amener le capital de départ ?

Une des chances que nous avons eues, c'est d'avoir pu élaborer le projet avec la commune dès la première phase de la réflexion sur les aménagements du quartier. La commune n'a pas vendu cet espace commercial à un promoteur. Elle en est restée le propriétaire. Elle ne fait

donc pas monter les enchères pour louer le local. Les autorités ont aussi décidé de ce qu'elles voulaient comme supermarché. C'est un point important et cela montre que tout ne se décide pas à Berne ou à l'OMC. Des politiciens locaux peuvent prendre des décisions stratégiques sur notre alimentation. Notre capital est représenté essentiellement par les 500 appartements et leurs habitants et toutes les personnes qui nous soutiennent. Ce sont avec eux que nous travaillons. Afin de constituer la charte et les statuts de la future coopérative et lever les fonds nécessaires, nous avons créé une association de soutien au SPP. L'accès aux parts sociales est déjà possible. Elles sont à 100 Frs par part. Nous pensons pouvoir trouver 3'000 personnes d'ici 2018, année de l'ouverture de la coopérative. Avec ces 300'000 Frs en caisse, nous allons pouvoir contracter l'emprunt nécessaire estimé à un million de francs. Le Conseil d'administration est composé de paysans et de différentes personnes actives dans le quartier.

Nous ne sommes pas les premiers à lancer de telles démarches. D'autres exemples existent déjà dans de nombreuses villes du monde, notamment à Paris ou New York.

### Quelles seront les relations entre la coopérative et les paysans ?

Cela reste à définir, mais nous pouvons tout à fait imaginer des contrats. Certes ils ne seront pas forcément équivalents à ceux de l'agriculture contractuelle de proximité mais ils pourraient néanmoins définir le prix et avec le temps, des quantités et une qualité à livrer. Cela reste un point à éclaircir. Mais je ne me fais pas trop de souci pour cela. Cela restera plus avantageux que de travailler avec Coop ou Migros.

Comme dans l'agriculture contractuelle, les membres de la coopérative pourraient avoir dans leur contrat une participation bénévole à la vie du supermarché. Nous pourrions imaginer 2 à 3 heures par mois par exemple. Selon le nombre de coopérateurs, cela pourrait vite faire beaucoup d'heures disponibles. A New

York, certaines coopératives ont 15'000 membres qui donne chacun 3 heures par mois. La structure ne sait plus quoi faire des heures, alors elle a ouvert d'autres structures et d'autres offres à ses membres (heures de garde, etc). A Paris, 75% des heures pour le fonctionnement de la coopérative sont couvertes par le bénévolat. Les 25% autres sont rémunérées. Cela laisse des moyens financiers pour payer correctement les produits aux paysans et aux artisans. Cela permet aussi d'avoir des prix différenciés selon les catégories de personnes. Il est important de faire des connexions entre les gens pour parler d'alimentation, d'environnement et des crises actuelles. La souveraineté alimentaire c'est cela... un débat permanent avec une population consciente et qui s'engage sur ces sujets centraux.

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

<http://www.lalouve.net/>  
(supermarché en coopérative à Paris)



NATIONAL

## Betteraves sucrières : La pression sur le marché continue, les solutions attendent toujours

Alors que la revendication claire de 2015 des producteurs de betterave, pour un prix seuil au niveau de la frontière de 600/fr la tonne pour pouvoir garantir un niveau de prix acceptable en Suisse n'est toujours pas mise en œuvre par le Conseil Fédéral, ce dernier a relevé ce printemps la contribution rétroactive à la surface pour les betteraves sucrières, dont le montant s'élèvera à 1'800 francs par hectare, soit une augmentation de 200 francs. De cette manière le Conseil Fédéral entend sans doute désamorcer la motion Bourgeois qui devra être traitée prochainement au parlement et qui demande justement l'instauration d'un prix seuil de 600 Fr./t pour donner ainsi un cadre permettant de maintenir une production sucrière indigène.

Par peur de froisser l'Union Européenne, le Conseil Fédéral se dérobe une fois de plus à sa responsabilité vis-à-vis de la production indigène et pratique la politique du sparadrap. Au lieu de mettre en œuvre de véritables solutions - par le biais d'une taxe à la frontière pour le sucre blanc (assurant en même temps un revenu pour les caisses fédérales) et par le biais d'un cadre économique clair - il puise dans le budget agricole pour financer une prime, qui certes est bienvenue, mais qui ne résout rien.

Selon le Conseil Fédéral cette décision a également été prise dans le but de soutenir la production indigène de betteraves

sucrières, dans un contexte de pression persistante sur le prix du sucre. En 2005, il a été convenu de supprimer les mesures de compensation du prix du sucre entrant dans la composition des produits agricoles transformés qui sont échangés entre l'UE et la Suisse (boissons sucrés, chocolat, produits laitiers, biscuits, etc.). Depuis lors, le prix du sucre indigène évolue de manière similaire à celui pratiqué dans l'UE, ce qui, selon le Conseil Fédéral permet à l'industrie alimentaire suisse, qui vend ses produits tant sur le marché national que sur le marché européen, de disposer de sucre à des prix concurrentiels.

Nous retrouvons ici la sempiternelle argumentation qui permet de prendre systématiquement en otage la production suisse, que cela soit la production laitière, céréalière ou encore sucrière. C'est pour la compétitivité de l'industrie agroalimentaire suisse qu'il faut s'aligner sur les prix européens et mondiaux. Cela illustre bien les problèmes insolubles générés par une globalisation de la dérégulation des marchés voulue par des multinationales. Cette globalisation détruit la création de plus-value sur les marchés locaux au seul profit d'intérêts privés. Avec son corollaire : favoriser une agriculture industrielle, qui assure sa « compétitivité » aux dépens des ressources naturelles et sur le dos des producteurs.

Le défi posé n'est pas seulement suisse, mais également un problème européen et

global. En effet, cette décision a été prise dans la perspective catastrophique de la suppression des quotas de sucre décidée par l'UE pour fin septembre 2017, suppression engendrant une forte pression à la baisse sur les prix.

Selon le Conseil fédéral, il est primordial d'accroître l'efficacité à tous les stades de la filière pour que l'économie sucrière suisse puisse rester compétitive. Il reste alors à définir les critères d'efficacité et surtout à imposer des limites à cette compétitivité qui est destructrice si elle n'est pas encadrée. L'efficacité pour la culture de la betterave sucrière consiste à pouvoir intégrer cette culture dans une agriculture paysanne avec des pratiques durables.

Les défis agronomiques et économiques consistent en un désherbage, une protection des plantes, une mécanisation et une politique de transports qui respecte les ressources. Ces exigences, ainsi que les défis posés par les conséquences sanitaires d'une surconsommation de sucre, nous obligent à poser la question du prix. Produire un sucre de qualité à un prix. Les prix actuels ainsi que les prix annoncés pour 2017 (41.-Fr/t prix indicatif pour 2017) sont largement insuffisants, même en tenant compte de la contribution à la culture de 1'800.-Fr/ha. Pour que la culture de la betterave sucrière soit maintenue en Suisse, le prix doit remonter rapidement et une prime pour une qualité extenso d'au

moins 15.-Fr/ha devrait être payée par les acheteurs sur le marché. La question des prix insuffisants est d'ailleurs à l'origine de l'échec de la production biologique en Suisse.

Cet exemple d'une filière importante pour l'agriculture suisse, des défis et des questions qui y sont liés montre une fois de plus que notre pays a besoin d'une vision pour l'avenir de son système alimentaire. Soit nous sacrifions notre indépendance et les valeurs de nos sociétés à une idéologie d'un marché sans aucune autre règle que celle du profit, dans une fuite en avant aveugle, soit nous affirmons que nos sociétés ont le droit de décider démocratiquement de leurs politiques alimentaires. La souveraineté alimentaire apporte une réponse globale à ces questions en replaçant la question du choix de nos systèmes alimentaires au centre de nos sociétés. Il faudra nécessairement s'en inspirer dans les débats et les combats à venir.

Rudi Berli



## Celui qui n'est pas célébré, doit se célébrer lui-même...

**Fête de l'Alliance Agraire pour les 20 ans de l'article constitutionnel sur l'agriculture.**

**L'Alliance Agraire a célébré... principalement sa propre existence. Nous, paysannes et paysans, nous n'avons aucune raison de fêter, car nous vivons d'autres réalités au quotidien. Nous vivons la disparition de l'agriculture paysanne dans le monde entier, y compris en Suisse.**

Le dossier à célébrer de l'Alliance Agraire se laisse résumer en une phrase-clé : aucune intervention dans le Marché - plus de libre-échange. Mais où sont donc les succès de la politique agricole ? Des revenus plus élevés ? Des prix équitables ? Fin des surplus et davantage d'agriculture ménageant les ressources ? Notre politique agricole présente et passée n'a jamais rien réussi de tel ! Les revenus baissent et seuls les paiements directs sauvent de nombreuses fermes d'une faillite certaine.

Dans cette situation, devrions-nous vraiment adhérer à cette stratégie que l'Alliance Agraire et ses amis les géants oranges nous vendent comme une success-story ? Avec cette attitude, de nombreux fonctionnaires de l'Alliance Agraire deviennent à mes yeux des serviteurs de l'idéologie néolibérale du Conseiller fédéral Schneider-Ammann. Ceux qui croient qu'il est possible d'obtenir des

produits de qualité aux prix du marché mondial et qui soutiennent le libre marché pour cette raison, ne résoudront de façon durable aucun des problèmes de la politique agricole et alimentaire, ni ici, ni ailleurs.

Il y en a qui saupoudrent leur gâteau avec du sucre glace, tandis qu'Uniterre avec son initiative pour la souveraineté alimentaire propose des solutions concrètes et lance un débat indispensable et urgent. L'Alliance Agraire brasse de l'air en célébrant le succès de la politique agricole. Et, de manière péremptoire, elle se dispute avec les autres associations pour obtenir l'autorité en matière de compétences dans le domaine agricole. Pour régner, elle provoque luttes et divisions entre les paysannes et les paysans, qui en seront certainement les grands perdants.

Nous attendons de l'Alliance Agraire, qu'elle prenne enfin position sur l'initiative pour la souveraineté alimentaire. À ce jour,

elle a seulement précisé qu'à son avis une gestion des quantités est hors de question.

La situation des paysannes et des paysans - en Suisse et dans le monde - ne pourra s'améliorer ni par la réduction des coûts à la production, ni par l'agrandissement des exploitations, ni par l'augmentation des paiements directs, ni par cette nébuleuse stratégie qualité. Seul un changement radical de mentalité dans la politique agraire peut y arriver. Nous offrons des débuts de solutions, celles demandées par la Via Campesina à l'échelle mondiale. On accuse Uniterre de demander trop à la Confédération avec notre initiative. C'est juste ! Nous attendons de l'État qu'il cesse de se dérober à ses responsabilités. Nous attendons de notre gouvernement qu'il cesse de servir les multinationales, qu'il remplisse d'abord ses obligations envers les habitant-e-s de notre pays.

Le libre-échange n'est pas tombé du ciel par ordre divin, c'est un concept qui confère du pouvoir aux multinationales, tout en dégradant les États au rang de marionnettes. A ce jeu, peu de gagnants et beaucoup de perdants, surtout les paysannes et les paysans, l'environnement et les animaux ! Malgré tout ce qui précède, l'Alliance Agraire met le cap sur le libre-échange néolibéral, alors qu'elle compte parmi ses membres Bio-Suisse, IP-Suisse, ainsi que des organisations de consommateurs, de protection des animaux et de l'environnement. Les membres de ces organisations sont-ils conscients que leurs fonctionnaires au sein de l'Alliance Agraire sont sur le point de porter le coup de grâce à l'agriculture paysanne proche de la nature et respectueuse des animaux ?

Ulrike Minkner  
traduction: Stefanie Schenk

PORTUGAL

# Action des producteurs de lait et de viande contre le diktat de la grande distribution.



Les producteurs de lait et de viande portugais ont manifesté ensemble mardi 23 août. Ils ont organisé une opération escargot avec plus de 60 tracteurs entre Ovar et Estarreja (Region Aveiro). Cette action a été organisée par l'organisation CNA - Confederação Nacional da Agricultura et sa filiale APPLC - Associação Portuguesa de Produtores de Leite e Carne.

Les producteurs de lait sont dans une situation extrême avec des prix du lait très bas et des coûts de production très élevés. Actuellement, en moyenne, pour chaque litre

de lait produit un paysan perd 8 cents. Un prix tout simplement dévastateur qui met sur la paille de nombreuses fermes!

Parmi les mesures exigées par des producteurs de lait et de viande, il y a bien entendu un meilleur prix pour les produits. C'est la seule solution pour garantir la production à terme. Ils exigent également un meilleur contrôle public des volumes et un observatoire des marchés au niveau du pays

L'action a débuté avec deux rassemblements, un à Ovar et l'autre à Estarreja. Les manifestants ont ensuite organisé l'opération escargot sur plusieurs kilomètres, reliant trois grands centres commerciaux. Sur place, ils ont formé à chaque fois une chaîne humaine autour des centres pour dénoncer la dictature des politiques de ces entreprises, qui ne mettent en avant que les prix cassés, les produits génériques et qui développent des marchés d'importation juste pour faire pression sur les prix et détruire l'agriculture nationale.

Puis la longue colonne de tracteur s'est déplacé à l'Hôtel de ville d'Estarreja, où un document adressé au maire adjoint a été distribué avec des propositions et des plaintes de fermiers. Ce même document sera ensuite envoyé à d'autres organismes gouvernementaux, comme le Ministère de l'Agriculture.

plus d'info : [www.cns.pt](http://www.cns.pt)

## SECTIONS

**Samedi 5 November 15h-18h**  
**Fondation de la section UNITERRE Berne**  
Restaurant Bären, Bernstrasse 25, Ostermundigen

**Mercredi 9 November 19h**  
**Fondation de la section UNITERRE Argovie**  
auf dem Hof von Fabio Tanner, Altenberg 307, Wölflinswil

annoncez-vous à : [m.stalder@uniterre.ch](mailto:m.stalder@uniterre.ch)

## AGENDA

**Samedi 8 Octobre 15h**  
**Manif contre TTIP, TISA & Co.**  
Berne, place fédérale  
**LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU LIEU DU LIBRE-ÉCHANGE!**  
STOP TTIP/CETA/TISA: POUR UNE AGRICULTURE DIVERSIFIÉE, DURABLE ET SANS OGMS! (voir p. 4-5)

**14-16 Octobre**  
**Tribunal International Monsanto**  
La Haye - Pays-Bas

**Dimanche 16 Octobre 08h**  
**Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi.**  
Divers lieux. Détails à suivre.

**26-30 Octobre**  
**2<sup>ème</sup> forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire**  
Cluj-Napoca, Roumanie

**26 novembre**  
**Journée de formation continue FRACP**  
Café Le Tempo, Yverdon  
contact: [bezencon@acpch.ch](mailto:bezencon@acpch.ch)

Plus d'infos sur notre site:

[www.uniterre.ch/actions/agenda](http://www.uniterre.ch/actions/agenda)

## GMO – 20 YEARS OF COMMERCIALISATION

Knowledge Gaps in GMO-Risk Assessments and the Missing Research Agenda in Agroecology

10. November 2016 / Eventforum Bern, Schweiz

Participez à notre symposium scientifique organisé autour des thématiques du génie génétique et de l'agriculture qui se déroulera le 10 novembre 2016 à Berne.

Initié par l'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique et ses partenaires, ce symposium accueillera des intervenants renommés du monde entier afin d'avoir une discussion approfondie sur les **risques et l'utilité d'une utilisation des biotechnologies en agriculture.**

Le principe de **précaution** sera aussi débattu. Favorise-t-il l'innovation ou au contraire l'empêche-t-il?

L'après-midi sera consacrée à approfondir les thématiques de l'innovation, de la recherche et de **la souveraineté alimentaire en lien avec l'agroécologie.**

Organisé par **sag STOP OGM** Avec le soutien de *Stiftung Mercator Schweiz*

Profitez de cette journée pour vous former sur ces thématiques d'actualité et participez au panel de discussion en amenant vos questions et interrogations.

Les discussions pourront être poursuivies durant le buffet de midi et les pauses cafés qui sont incluses dans le prix de l'inscription. Les étudiants bénéficient d'un prix réduit à 50.- (au lieu de 150.-).

Le symposium aura lieu principalement en anglais avec une traduction simultanée en français et en allemand.

Plus d'infos et inscriptions sur [www.symposium.gentechfrei.ch](http://www.symposium.gentechfrei.ch)

Les entrées sont en nombre limité.

## CONTACTS SECTIONS

**Neuchâtel:** Philippe Reichenbach  
079 640 89 63

**Genève:** Rudi Berli  
078 707 78 83

**Fribourg:** Stéphane Mauron  
026 655 16 27

**Vaud:** André Muller  
021 652 75 50

**Jura**  
021 601 74 67

**Chablais:** Pierre Moreillon  
024 499 21 17



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !  
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

[www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)